

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 23/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société GRANULATS VICAT

4, rue Aristide Bergès
Les 3 vallons - BP 33
38081 L'ISLE D'ABBEAU CEDEX

Références : 20221220-RAP-InspCarriereGV-PréCouardin_Laissaud-Georisques
Code AIOT : 0006101572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 20/12/2022, dans l'établissement exploité par la société GRANULATS VICAT, implanté au lieu-dit Pré Couardin" sur le territoire de la commune de Laissaud (73800).

L'inspection a été annoncée le 05/12/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite, inscrite dans le cadre du « plan pluriannuel de contrôle » du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisait suite à la délivrance d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire du 06/12/2021 portant modification des conditions d'exploitation de cette carrière aluvionnaire en eau dont les opérations d'extraction du gisement de matériaux sont achevées depuis 2020 et pour laquelle seules des opérations de remblayage demeurent autorisées.

L'inspection avait donc pour objectif de contrôler le respect des prescriptions relatives à l'acceptation et à la mise en oeuvre des déchets inertes par remblayage ainsi qu'à la surveillance quantitative et qualitative des eaux souterraines au droit du site.

Enfin, elle visait à sensibiliser l'exploitant sur la mise en place, depuis le 01/01/2022, d'un registre national électronique des déchets, terres et sédiments (RNDTS) pour ce qui relève de la transmission des informations constitutives des registres chronologiques définies par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société GRANULATS VICAT
- Lieu-dit « Pré Couardin » 73800 LAISSAUD
- Code AIOT : 0006101572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRANULATS VICAT exploite, depuis juin 2009, au lieu-dit « Pré Couardin » sur la commune de Laissaud, une carrière de matériaux alluvionnaires en eau de type sables et graviers dont l'autorisation d'exploiter a été initialement délivrée en septembre 1985.

Un arrêté préfectoral portant renouvellement/extension de l'autorisation d'exploiter a été délivré à l'exploitant le 13/04/2016 pour une durée de 5 ans et une production annuelle maximale de 350 000 tonnes. Dans le cadre du réaménagement prescrit, qui prévoit la reconstitution d'un milieu naturel dans lequel cohabitent des boisements, un plan d'eau, des berges sinueuses favorables à la faune et la flore ainsi que des zones de hauts-fonds reconstituées par des opérations de remblayage partiel, l'exploitant a été autorisé à admettre sur site des déchets inertes (valorisation déchet).

Suite à la sollicitation conjointe exploitant/DDT 73/SISARC (demande de mise à contribution de l'exploitant), la société GRANULATS VICAT a été autorisée (en novembre 2019) à conduire les travaux nécessaires à la mise en sécurité de la digue présente au droit de la carrière (renforcement / épaissement de l'ouvrage par des opérations spécifiques de remblayage au moyen de déchets inertes en limite Ouest du site.

Cependant, l'exploitant n'étant pas en mesure de finaliser ces travaux de renforcement à l'échéance de son arrêté préfectoral d'autorisation de 2016, la société GRANULATS VICAT a été autorisée, par arrêté préfectoral du 24/12/2020, à prolonger la durée d'exploitation du site pour une nouvelle phase de 5 ans à compter du 13 avril 2021 (date d'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé), soit jusqu'au 13/04/2026. Les opérations d'extraction du gisement de matériaux s'étant achevées en 2020, seules les opérations liées au renforcement par épaissement de la digue de l'Isère demeurent autorisées durant cette nouvelle période et dans la limite de la capacité de remblayage résiduelle maximale autorisée, à savoir 615 000 m³.

Enfin, par arrêté préfectoral du 06/12/2021, la société GRANULATS VICAT a été autorisée, à sa demande et comme le permettait l'article 15.5.6 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 2016, à adapter les valeurs limites prescrites (sur tests de lixiviation et de contenu total) pour l'acceptation des déchets inertes admis en remblayage (pour les seuls paramètres Arsenic, Plomb, Antimoine, Sulfates et fluorures et dans la limite d'un facteur 3.

L'acceptation de cette typologie de déchets inertes (également appelés « déchets inertes de classe 3+ »), doit notamment permettre la valorisation sur site de déchets dont la composition correspond au fond géochimique du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation, procédure d'acceptation préalable, tracabilité des déchets) ;
- Phasage / Plan d'exploitation ;
- Contrôle du suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines ;
- Constitution et actualisation des garanties financières ;
- Télédéclaration annuelle GERE (déchet, "enquête annuelle carrière").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **Avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **Susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **Sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Réalisation et équipement des ouvrages piézométriques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2020, article 6.1 et 6.2	/	Sans objet
3	Conditions particulières à l'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.1	/	Sans objet
5	Renforcement du suivi des eaux souterraines et superficielles	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.2.2 et 2.2.5.3	/	Sans objet
6	Dépassement de seuil au niveau du réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant a pour l'essentiel intégré les prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire du 06 décembre 2021 relatives à la gestion des déchets inertes de "classe 3+" acceptés sur le site dans le cadre des opérations de remblayage partiel du plan d'eau à visée de confortement de la digue de l'Isère.

A cet effet, il a maintenu les mesures organisationnelles et matérielles mises en oeuvre précédemment permettant la réalisation de procédures d'acceptation préalable des déchets ainsi que leur traçabilité après acceptation.

Il a par ailleurs bien intégré, au travers de son bureau d'études, la réalisation d'un état initial ainsi que les mesures de renforcement attendues dans le cadre du suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles au droit du site d'exploitation découlant de la mise en remblai sous eau de déchets inertes de "classe 3+".

Certaines actions correctives sont cependant attendues concernant les prescriptions contrôlées.

Enfin, il a justifié de la constitution effective des garanties financières prescrites et de l'actualisation réglementaire de leur montant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2016, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6.1- Information du public L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Les constats visuels opérés à l'arrivée sur site ont montré que l'exploitant a bien procédé à la mise à jour des panneaux d'information au public implantés sur chacune des voies d'accès au site de la carrière (rajout de la référence du dernier arrêté préfectoral complémentaire délivré le 06/12/2021). A noter par ailleurs la présence d'un panneau d'affichage implanté, à l'extérieur, à proximité de la voie "principale" d'accès au site de la carrière et informant de la réalisation de "travaux de sécurisation de la digue rive gauche de l'Isère au droit de la gravière de Pré Couardin" de septembre 2022 à mars 2023 sous maîtrise d'ouvrage par le Syndicat mixte de l'Isère et de l'Arc en Combe de Savoie (SISARC).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2020, article 6.1 et 6.2
Thème(s) : Situation administrative, Constitution des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>6.1 : Montant des garanties financières :</u> Le montant des garanties financières permettant d'assurer les opérations de renforcement par épaissement de la digue de l'Isère implantée en limite Ouest du site ainsi que la remise en état de la carrière, au terme de la période définie à l'article 2 du présent arrêté est de 840 426,63 €. <u>6.2 : Constitution des garanties financières – Acte de cautionnement :</u> L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 01/02/1996 et porte sur une durée minimum de 5 ans. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation, 3 mois au moins avant le terme de l'échéance prescrite par l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 susvisé.
Constats : L'exploitant a justifié du renouvellement des garanties financières prescrites. A cet effet, il a adressé au préfet, par courrier du 24/03/2021, copie d'un acte de cautionnement solidaire en date du 18/03/2021. Cette garantie couvre la période d'activité du 13/04/2021 au 12/04/2026 inclus pour un montant maximum de cautionnement de 840427 euros, conformément à l'article 6.1 susvisé.
Observations : L'acte de cautionnement solidaire du 18/03/2021 ne mentionne pas la délivrance de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/12/2021 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière. Aussi, l'exploitant est invité à se rapprocher de son organisme de caution afin, le cas échéant, de mettre à jour, sous un délai de 1 mois , la situation administrative de son installation ICPE et par conséquent le document administratif en relation avec les garanties financières
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions particulières à l'acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi spécifique de la traçabilité des déchets inertes de classe 3+
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi spécifique de la traçabilité des déchets inertes présentant des valeurs limites rehaussées au regard du tableau de l'article 2.1.1 du présent arrêté est mis en place par l'exploitant. Nonobstant les dispositions des articles 15.5.3, 15.5.5, 15.5.7 et 15.5.8 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 qui demeurent applicables, l'exploitant met en œuvre les dispositions de la procédure interne sur l'accueil des déchets inertes de « classe 3+ » présentée dans le dossier de Porter à connaissance susvisé.

Mise en place d'une zone de déchargement :

Une aire de déchargement des déchets inertes extérieurs de « classe 3+ » entrants sur site est aménagée au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remblayage, au niveau des secteurs à remblayer. Celle-ci est aplatie quotidiennement et fait l'objet d'une signalisation appropriée mobile (piquets, « rubalise » déplacés à l'avancement).

Les camions transportent et déversent les déchets inertes extérieurs de « classe 3+ » sur l'aire de déchargement précitée. [...]

Suivi des remblais :

- Avant la livraison/au moment de la livraison des remblais extérieurs : L'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable, où sont indiqués :
 - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
 - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
 - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
 - l'origine des déchets ;
 - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 03/05/2000 à laquelle renvoie l'article R. 541-7 du Code de l'Environnement ;
 - les quantités de déchets concernées (en tonnes),
 - le cas échéant, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3 et les résultats du test de détection de goudron mentionné à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Ce document est signé par le producteur des déchets et, le cas échéant, par les différents intermédiaires (transporteurs). Ce document est conservé par l'exploitant pendant une période d'au moins cinq ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Contrôle systématique du contenu des camions à l'entrée du site

Dans la continuité du fonctionnement actuel, un premier contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé par l'exploitant lors de leur arrivée à la carrière, lors du déchargement des camions sur la zone spécifique dédiée aux matériaux inertes ainsi que lors du régalaie des matériaux inertes sur la carrière afin de s'assurer de l'absence de déchet non autorisé (plastiques...). [...] Le responsable du site assure l'historique du remblaiement par l'exécution d'un plan de remblayage (maillage de la zone à remblayer) et le report de l'état d'avancement sur le plan de situation globale.

- Acceptation des matériaux de remblais extérieurs

Pour les matériaux qui sont acceptés, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets, en complétant le document fourni par celui-ci avec les informations suivantes :

- la quantité de matériaux admise (en tonnes),
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant conserve sur le site de la carrière de La Chavanne un registre d'admission strictement actualisé, dans lequel seront consignés pour chaque déchargement de déchets inertes :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel ;
- le cas échéant, le résultat de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission ; [...]

- Contrôle ponctuels

L'exploitant procédera à des contrôles ponctuels contradictoires portant sur la qualité des déchets entrants pour les plus marqués en fluorures, en sulfates et en métaux selon leur provenance (Isère ou chantier affluents Isère). [...]

Constats :

Un premier contrôle visuel a permis d'attester de la qualité/nature des déchets entrants. Des autres constats visuels opérés sur le site au droit de la zone en cours de remblayage, il ressort que l'exploitant respecte le phasage de remblayage en poursuivant le remblai le long de la digue de l'Isère.

Un panneau implanté aux abords immédiats de l'entrée du site informe de la localisation de la zone de dépôt des déchets ("Déblais inertes pour enfouissement").

La présence d'une benne dédiée à la collecte des déchets "indésirables" de même qu'un barrage flottant déployé le long du secteur en phase de remblayage (afin de prévenir toute diffusion accidentelle de pollution) ont également été relevés.

L'exploitant a indiqué que des apports de déchets inertes de "classe 3+" ont déjà eu lieu depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral complémentaire de décembre 2021 (notamment en provenance d'un chantier SISARC à proximité immédiate du site). Cependant, tel que l'a confirmé l'exploitant, la présence d'une aire de déchargement dédiée spécifiquement au dépôt des déchets inertes de "classe 3+" n'a pas été relevée sur site.

Par ailleurs, l'exploitant a justifié de la tenue d'un registre d'admission (registre électronique qui s'appuie sur le logiciel de l'installation de pesée du site Granulats Vicat de La Chavanne). Un contrôle documentaire par sondage relatif à un mouvement de déchet du 03/11/2022 a permis d'attester que l'exploitant assure une traçabilité des déchets conforme aux attendus réglementaires prescrits :

- Existence d'un « Document d'acceptation préalable/Bordereau de suivi de déchets » (modèle GF-061-Indice 3) dûment renseigné (n° de DAP, coordonnées du producteur et du transporteur avec n° SIRET, identification du chantier, nature du déchet (code à 6 chiffres) et quantité estimée en tonne puis tonnage réel admis en tonnes, date d'acceptation préalable...).

A noter que le chantier concerné est référencé sur le site Géorisques. L'exploitant n'a cependant pas justifié des résultats des analyses conduites sur ce lot de déchet ;

- Extrait du registre de pesée mentionnant les informations réglementaires requises (provenance du chantier, quantité admise, code déchet, référence du DAP...) et précisant le secteur d'enfouissement (repères alphanumériques "PC-H3" affiché et cohérent au regard du Plan de stockage des matériaux inertes présenté également par l'exploitant et à jour du 11/01/2022).

A noter que le registre comporte également deux colonnes "Résultat du contrôle visuel" et "Motif du refus" permettant de formaliser le résultats du contrôle réglementaire réalisé par l'exploitant. Cependant, le registre ne ne précise pas le résultat de la vérification des documents d'accompagnement.

Enfin, postérieurement à l'inspection, la présence d'un libellé "K3+" a été relevé sur l'extrait du registre remis par l'exploitant.

Pour finir, l'exploitant procède en parallèle à la télédéclaration annuelle des données relatives aux quantités de déchets admises sur le site ainsi qu'à la capacité de stockage résiduelle dans la gravière au regard du volume admissible prescrit.

Le contrôle de cohérence réalisé sur les déclarations GEREP des années 2021 et 2022 n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection ICPE.

<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 15 jours, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Justifier de l'absence d'aire de déchargement dédiée spécifiquement au dépôt des déchets inertes de "classe 3+" au jour de l'inspection ainsi que de sa formalisation à postériori ; - Justifier de la réception des résultats des analyses conduites sur ce lot de déchet provenant d'un chantier référencé sur le site Géorisques ; - Justifier de la réalisation des contrôles ponctuels contradictoires prescrits et portant sur la qualité des déchets entrants pour les plus marqués en fluorures, en sulfates et en métaux selon leur provenance (Isère ou chantier affluents Isère) ; - Prendre en compte les remarques formulées ci-avant concernant le formalisme et les informations consignées dans les documents de suivi/traçabilité des déchets entrants ; - Préciser la signification du libellé "K3+" identifié postérieurement à l'inspection sur l'extrait du registre remis en séance par l'exploitant (précision sur la nature "classe 3+" du déchet ?).
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Réalisation et équipement des ouvrages piézométriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Renforcement du suivi des eaux souterraines et superficielles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les forages sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR NF X10-999 d'avril 2007. [...]</p> <p>À la surface de chaque ouvrage de suivi, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de l'ouvrage de suivi. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Ce capot comporte, marqué avec une peinture indélébile, le numéro du piézomètre. Celui-ci est à minima le numéro attribué par la Banque de donnée du Sous-Sol (BSS). L'exploitant peut y ajouter un deuxième numéro à son usage interne.</p> <p>Les conditions de réalisation des ouvrages de suivi doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.</p> <p>Chacun des ouvrages doit faire l'objet d'un nivellement de la cote de tête de puits, et d'une géolocalisation en coordonnées Lambert II étendu.</p> <p>Un repère de nivellement est apposé de manière indélébile sur le capot de l'ouvrage.</p> <p>La coupe géologique du terrain, et la coupe technique, pour chaque ouvrage, établies durant les travaux de forage, ainsi que les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la</p>

nature des cuvelages ou tubages, les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...), la nature du repère de nivellement, et les modalités d'équipement des ouvrages, sont archivées par l'exploitant.

L'exploitant s'assure que la déclaration de sondage a été réalisée auprès du service compétent de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, en vue de sa prise en compte dans la banque nationale de données du Sous-Sol (BSS).

Constats :

Antérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant avait bien justifié de l'implantation effective d'un piézomètre additionnel à l'aval hydraulique, sur la rive gauche de l'Isère (PZC4). De plus, l'exploitant a fait procéder au remplacement de l'ouvrage PZC3 existant (régulièrement à sec ou non prélevable) par un nouveau piézomètre.

Les constats visuels de terrain ont montrés que ces deux ouvrages ont été protégés par l'exploitant au moyen d'une virole en béton préfabriqué de grand diamètre remplie de sable après que l'exploitant ait constaté des actes de vandalisme sur les ouvrages de suivi implanté en dehors des clôtures du site.

La présence de ces dispositifs de protection n'a pas permis d'attester visuellement de la réalisation d'une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de la tête de chacun des ouvrages précités.

Cependant, l'exploitant a transmis, en mars 2022, au service d'inspection un ensemble de documents relatifs au suivi des eaux souterraines et superficielles du site. Parmi ces documents figurait un compte rendu de la société 2 Savoie Géotechnique daté du 25/01/2022 et relatif à l'implantation, les 03 et 04 janvier 2022, des deux piézomètres susvisés. Figurent en annexe de ce compte rendu les coupes lithologiques des sondages (profondeur de l'ordre de 15 mètres). Par ailleurs, les étapes de mise en œuvre des piézomètres mentionne bien la mise en place d'une tête de protection scellée dans un massif de béton ainsi que d'un bouchon étanche en sobranite (sur une hauteur cumulée d'environ 3 mètres). Par ailleurs, la tête des ouvrages souterrains s'élève bien à plus de 0,5 mètres au-dessus du terrain naturel.

La présence d'un capot de fermeture installé sur la tête de l'ouvrage de suivi a par ailleurs été relevée.

Le jour de la visite (en dehors d'une période d'intervention par le bureau d'études), l'accès à l'intérieur des ouvrages était bien interdit par un dispositif de sécurité (cadenas apposé sur le capot de fermeture).

Cependant, les capots inspectés ne comportaient pas de numéro du piézomètre "à usage interne" de l'exploitant ni le numéro attribué par la Banque de donnée du Sous-Sol (BSS).

De même, la présence d'un repère de nivellement, apposé de manière indélébile sur le capot des ouvrages, n'a pas été constaté.

Par ailleurs, le plan d'exploitation ("Plan d'état des lieux") transmis par l'exploitant et à jour du 23/11/2022 (erreur de datation relevée concernant l'année, lire 2021) formalise le positionnement de trois des quatre ouvrages implantés en bordure immédiate du site et précise, pour chacun d'entre eux, le nivellement ("Z sol" et "Z tête"). A noter que l'ouvrage PZC4 (pourtant en bordure du site) n'est pas représenté sur ce plan.

Enfin, les ouvrages font bien l'objet d'une géolocalisation en coordonnées Lambert II étendu, tel qu'en atteste les "Fiches de prélèvement eaux souterraines" jointes en annexe 2 du rapport de synthèse AMETEN (réf. n° 21.437) relatif aux états initiaux de la qualité des eaux superficielles et

souterraines du 14/02/2022.
A noter enfin que les fiches relatives aux deux points de prélèvement des eaux superficielles ("Isère amont" et "gravière Pré Couardin") également présentes dans l'annexe précitée font état de la nécessité d'un nivellement de ces points de prélèvement.
Observations : Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 1 mois , de : <ul style="list-style-type: none"> - Justifier que la déclaration de sondage a bien été réalisée en vue de sa prise en compte dans la Banque nationale de données du Sous-Sol (BSS) ; - D'inscrire sur chaque capot des ouvrages piézométriques le numéro attribué par la BSS ; - D'apposer, de manière indélébile, un repère de nivellement sur le capot de chacun des ouvrages piézométriques ; - De faire niveler les points de prélèvement des eaux superficielles ("Isère amont" et "gravière Pré Couardin"). A noter la préconisation faite par le bureau d'études concernant l'implantation de repères nivelés de type échelle limnimétrique permettant d'apprécier la relation nappe-rivière ; - De transmettre un plan actualisé du réseau de surveillance des eaux souterraines/superficielles répertoriant l'ensemble des points de prélèvement et précisant, pour chacun d'entre eux, le numéro du piézomètre "à usage interne" (tel que référencé dans l'arrêté préfectoral) ainsi que le numéro attribué par la Banque de donnée du Sous-Sol (BSS), le nivellement (tête/sol) ainsi que les coordonnées Lambert II étendu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Renforcement du suivi des eaux souterraines et superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.2.2 et 2.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de surveillance additionnelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un renforcement du suivi des eaux souterraines et superficielles est prescrit sur certains paramètres. <u>Localisation des points de surveillance :</u> Cette surveillance renforcée est réalisée au moyen d'un réseau composé des 4 points suivants : <ul style="list-style-type: none"> – Plan d'eau de « Pré Couardin » ; – Rivière « l'Isère » ; – Piézomètre aval PzF3, ouvrage de reconnaissance (propriété du Département de la Savoie) localisé à proximité du forage du mas des Essarts ; – Piézomètre aval PzC4, piézomètre situé au niveau de l'emprise théorique du panache de dispersion modélisé dans l'étude hydrogéologique d'AMETEN. À cet effet, l'exploitant fera procéder à l'implantation de l'ouvrage piézométrique additionnel (PzC4), à l'aval hydraulique du plan d'eau. L'implantation de l'ouvrage fera l'objet d'une validation par le bureau d'étude AMETEN. L'exploitant justifiera de la bonne implantation de l'ouvrage auprès du service d'inspection des installations classées de la DREAL.

Surveillance additionnelle des niveaux d'eau :

Une surveillance additionnelle du niveau du plan d'eau de la gravière ainsi que du niveau des eaux souterraines au droit des piézomètres PzF3 et PzC4, situés à l'aval hydraulique du remblai, est réalisée à fréquence semestrielle, en période de hautes eaux et de basses eaux (cf plan localisant les points de surveillance en annexe 3 du présent arrêté).

Surveillance additionnelle de la qualité des eaux souterraines et superficielles :

Une surveillance additionnelle de la qualité des eaux superficielles et souterraines est réalisée au moyen du réseau de surveillance précité.

Paramètres analysés et fréquence de suivi :

La surveillance additionnelle de la qualité des eaux porte sur les paramètres suivants : Arsenic, Antimoine, Plomb, Fluorures, et Sulfates.

La fréquence de contrôle est mensuelle pendant les travaux, puis trimestrielle après les opérations de remblayage ou entre chaque phase de travaux.

Bilan annuel :

L'exploitant procède annuellement à une interprétation critique des résultats obtenus :

- comparaison amont/aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années antérieures ;
- comparaison des résultats obtenus par rapport aux simulations initialement réalisées.

Ce bilan annuel fera l'objet d'un rapport de synthèse qui sera transmis au service d'inspection des installations classées de la DREAL dans le mois suivant la réception des résultats de la campagne de mesures.

À cette occasion, l'exploitant informera l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de constat de pollution.

Article 2.2.5.3 : Réalisation d'un état des lieux initial au droit du réseau de surveillance

Avant le démarrage des opérations de remblayage au moyen de déchets inertes de « classe 3+ », l'exploitant fait procéder à un état initial complet au droit des 4 points de mesure composant le réseau de surveillance additionnel des eaux souterraines et superficielles. Cet état des lieux initial comprend également la réalisation d'un état initial portant sur la bioaccumulation à travers la qualité des chairs des poissons de la gravière

Constats :

L'exploitant a justifié de la réalisation d'un suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines et superficielles au droit du site de la gravière. A cet effet, il a transmis au service d'inspection :

- Un rapport de synthèse AMETEN (réf. n° 21.088) du 03/20/2022 relatif au bilan des deux campagnes de surveillance semestrielles de la qualité des eaux superficielles et souterraines (réalisées les 18/05/2021 et 21/12/2021) au droit des gravières de "Pré Couardin" et "Les Glières".
- Un second rapport de synthèse AMETEN (réf. n° 21.437) du 14/02/2022 relatif aux états initiaux de la qualité des eaux superficielles et souterraines ainsi que de bioaccumulation dans la chair des poissons au droit de la gravière de "Pré Couardin", conformément aux dispositions de l'article 2.2.5.3 de l'arrêté susvisé.

On note, concernant le bilan 2021, qu'une fois encore, l'exploitant a présenté un rapport de synthèse commun aux deux gravières/sites ICPE exploités par l'exploitant sur la commune de

Laissaud. Il n'est pas communément admis qu'un même document présente une synthèse relative à des résultats de surveillance réglementaires concernant deux sites ICPE distincts ne disposant pas, de surcroît, des mêmes prescriptions. Cela n'est pas de nature à faciliter le suivi administratif de cette surveillance ni même l'archivage des données.

L'examen du bilan de surveillance de l'année 2021 montre :

- Une absence d'indices organoleptiques ;
- Un écoulement de la nappe du Nord-Est vers le Sud-Ouest en direction de l'Isère ;
- Des niveaux d'eau cohérents à l'échelle du suivi ;
- Le respect du programme analytique prescrit ;
- Une hausse des teneurs sur certains composés sur les eaux superficielles comme souterraines, concernant notamment les ouvrages en amont du site ;
- Des eaux superficielles de qualité médiocre à mauvaise au regard du SEQ-Eau (pour une aptitude à la production d'eau potable) ;
- L'absence d'impact des activités de la gravière sur les eaux souterraines et superficielles même si une vigilance sur certains paramètres est préconisée lors des futures campagnes de suivi (paramètres azotés et DCO pour les eaux superficielles et composés métalliques (arsenic/aluminium) au niveau des eaux souterraines).

L'examen du bilan initial réalisé sur la base de prélèvements sur les eaux superficielles (06/01/2022), sur les eaux souterraines (21/12/2021 et 06/01/2022 pour les PZC3 et PZF3) et enfin les chairs des poissons (prélevées le 15/09/2021 et analysées le 16/09/2021) montre quant à lui :

- Une prise en compte par l'exploitant, au travers de son bureau d'études, de la totalité des prescriptions relatives à la surveillance additionnelle des eaux souterraines et superficielles (à noter la mise en place d'un tableau dédié synthétisant spécifiquement les résultats d'analyses des 5 paramètres visés par le renforcement du suivi en phase "travaux" (erreur de numérotation des tableaux relevée en p.13/40) ;
- Une absence d'indices organoleptiques ;
- Une similitude entre les valeurs des paramètres mesurées sur l'Isère et la gravière de "Pré Couardin" ;
- Concernant les eaux souterraines, des teneurs en Arsenic et Antimoine supérieures aux limites de quantification du laboratoire sur PZC3, des teneurs en sulfates et fluorures inférieures aux limites de quantification et une absence de détection en hydrocarbures , COHV et BTEX ;
- La réalisation d'un état initial de la bioaccumulation dans les chairs des poissons avec le concours de la Fédération de Savoie pour la Pêche (FSPPMA) et sur la base de 2 échantillons réalisés à partir de 8 espèces de poissons. Les résultats montrent des teneurs inférieures aux limites de quantification du laboratoire pour les métaux analysés (Arsenic, Plomb et Antimoine).

Observations :

Il est demandé à l'exploitant, **sous un délai de 15 jours** :

- De confirmer le statut de l'ouvrage de suivi piézométrique PZC3 nouvellement réalisé (aval, latéral...?) ;
- De transmettre le bilan annuel du suivi 2022 accompagné d'une interprétation critique des résultats de la part de l'exploitant comprenant notamment une comparaison des résultats obtenus par rapport aux simulations initialement réalisées, en application de l'article 2.2.2.2 susvisé. Ce bilan devra également permettre de justifier de la réalisation effective de contrôles à fréquence mensuelle pendant les travaux puis trimestrielle à l'issue des opérations de remblayage.

Par ailleurs, <u>il est à nouveau demandé à l'exploitant de se rapprocher de son bureau d'études afin d'être en capacité de présenter au service d'inspection ICPE , dorénavant et à compter du bilan annuel 2022 précité, des rapports de synthèse distincts s'agissant de sites ICPE distincts.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dépassement de seuil au niveau du réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 2.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux superficielles et souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un protocole d'alerte en cas de dépassements de seuil au niveau du réseau de surveillance prescrit à l'article 2.2.2.2 du présent arrêté.</p> <p>Par mesure de précaution, les seuils pris en compte dans ce protocole sont les limites et références de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine. En cas d'atteinte d'une valeur seuil, l'exploitant déclenche la mise en œuvre d'une « surveillance rapprochée ».</p>
<p>Constats : En séance, l'exploitant n'a pas justifié de la formalisation d'un "Protocole d'alerte" en cas de dépassements de seuil au niveau du réseau de surveillance prescrit à l'article 2.2.2.2 de l'arrêté du 06/12/2021.</p>
<p>Observations : Justifier, sous un délai de 15 jours, de la formalisation effective d'un "Protocole d'alerte" interne en cas de dépassements de seuil au niveau du réseau de surveillance des eaux souterraines et superficielles.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet